

Transition sécuritaire et production « bric-à-brac » de l'ordre post-guerre en Côte d'Ivoire

Ousmane Zina

DANS **POLITIQUE AFRICAINE** 2022/3 (N° 167), PAGES 97 À 117
ÉDITIONS **KARTHALA**

ISSN 0244-7827

ISBN 9782384090969

DOI 10.3917/polaf.167.0097

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2022-3-page-97.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Karthala.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

RECHERCHES

OUSMANE ZINA

TRANSITION SÉCURITAIRE ET PRODUCTION « BRIC-À-BRAC » DE L'ORDRE POST-GUERRE EN CÔTE D'IVOIRE

En 2017, une vague de mutineries secouait la Côte d'Ivoire, interrogeant la capacité du pays à reconstruire une armée divisée après le conflit armé post-électoral de 2010-2011. Ces événements ont laissé entrevoir une confrontation d'intérêts divergents et un entrecroisement de réseaux d'acteurs à la fois formels et informels dans le champ de cette reconstruction du dispositif sécuritaire ivoirien. C'est en partant de ce constat que l'article défend le postulat selon lequel une politique de reconstruction sécuritaire « bric-à-brac » aurait été mise en œuvre depuis la fin de la crise post-électorale. Il en analyse la signification, la portée et les limites. Le texte s'appuie sur le cadre théorique de la sociologie de l'action publique en contextes africains, et saisit dans le temps long les relations de pouvoir, les registres de domination, les ruptures et les continuités pour expliquer ce moment de fabrique d'un nouvel ordre sécuritaire post-guerre en Côte d'Ivoire.

En mai 2017, une vague de mutineries secouait violemment une Côte d'Ivoire, alors en pleine reconstruction post-guerre, qui affichait en plus un taux de croissance flatteur de près 8 %. Ces soulèvements armés, menés par 8 400 ex-rebelles des Forces nouvelles (FN) intégrés dans l'armée régulière dans le cadre de l'accord politique de Ouagadougou de 2007¹, prêts à tout pour faire entendre leurs revendications, laissaient planer le spectre d'un retour à l'état de guerre en Côte d'Ivoire. Ils représentaient un contraste par rapport au plan de relance économique post-guerre du pays qui avait pourtant fait de la sécurité un de ses axes stratégiques². En outre, ces mutineries entachaient la légitimité renforcée d'Alassane Ouattara suite à sa victoire écrasante lors des élections présidentielles

1. L'accord politique de Ouagadougou signé en mars 2007 est un accord de paix signé à Ouagadougou entre Laurent Gbagbo et Guillaume Soro. Il fait suite au « dialogue direct » engagé par Laurent Gbagbo avec la rébellion des Forces nouvelles dans le but d'aller vers la paix et d'organiser des élections présidentielles en 2010. On retient deux points forts de cet accord : la nomination du secrétaire général de la rébellion, Guillaume Soro, comme Premier ministre du gouvernement et l'intégration de 8 400 soldats des Forces nouvelles dans l'armée régulière à partir de 2009.

2. O. Zina, « Du scénario du triomphe de l'éléphant à une crise sociale de la reconstruction post-conflit ? », *Études africaines comparées (Rabat)*, n° 5, 2017, <<https://docplayer.fr/55560761-Etudes-africaines-comparees.html>>, consulté le 13 février 2023.

d'octobre 2015 et donnaient l'impression d'une stabilité socio-politique finalement en trompe-l'œil.

Si ces soulèvements représentaient un problème pour le pouvoir, ils n'ont pas été une surprise pour nombre d'observateurs qui avaient souligné, à la fin du processus Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) en 2015, les risques que faisait courir une configuration à ce point hétéroclite de l'armée et l'influence encore prégnante des ex-commandants de zone de la rébellion (ex-com'zones) au sein de l'appareil sécuritaire³. Le régime n'entendait pas forcément cette alarme, et comptait sur les acquis qu'apportaient la croissance économique, sa proximité avec les leaders de l'ex-rébellion et la figure paternelle d'Alassane Ouattara face à des cadets sociaux armés⁴ pour reprendre totalement le contrôle de l'armée encore sous l'influence des ex-Forces nouvelles. Fort de cette stratégie, le pouvoir a mis fin au processus DDR en 2015, a décidé de réduire, à travers la loi de programmation militaire de 2016, les effectifs de l'armée, estimés à près de 23 000 hommes, et a mis en place un mécanisme de rotation permanente des ex-com'zones au sein de l'appareil militaire afin de réduire leur influence⁵. Simples revendications portant sur les primes comme ce fut le cas lors des premiers soulèvements depuis 2014 ou refus d'un déclassement du fait de la ruse du pouvoir⁶? Ces dernières mutineries de grande ampleur, auxquelles se sont greffées les mobilisations d'ex-combattants ou « démos » comme ils se font appeler, laissent en tout cas percevoir toute la complexité du champ sécuritaire ivoirien. Et nos observations nous montrent que l'ex-rébellion n'entendait pas sortir aussi rapidement de ce corps qu'elle a d'une certaine manière contribué à façonner.

Le dispositif sécuritaire post-guerre en Côte d'Ivoire constitue un site d'observation de la construction d'une légitimité et d'un ordre étatique post-conflit. Cependant, appréhender ces différents paradoxes du schéma sécuritaire post-guerre comme un « un échec⁷ » du DDR et de la Réforme du secteur de la sécurité (RSS) tels que conçus et popularisés par les institutions internationales⁸

3. M. Chelphi-den Hamer, « Les tribulations du dispositif Désarmement, démobilisation et réinsertion des miliciens en Côte d'Ivoire (2003-2015) », *Hérodote*, n° 158, 2015, p. 216.

4. M.-A. Pérouse de Monclos, « Rebelles, gangsters et cadets sociaux dans le delta du Niger. Les jeunes au défi de la politique », in M. Gomez-Perez et M. N. Le Blanc (dir.), *L'Afrique des générations. Entre tensions et négociations*, Paris, Karthala, 2012, p. 617-644.

5. M. Miran-Guyon, « Les forces armées de Côte d'Ivoire : portrait d'un dispositif fragile. Entretien avec Bruno Clément-Bollée », *Afrique contemporaine*, n° 263-264, 2017, p. 285.

6. J.-F. Bayart, « Le "capital social" de l'État malfaiteur, ou les ruses de l'intelligence politique », in J.-F. Bayart, S. Ellis et B. Hibou, *La criminalisation de l'État en Afrique*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1997, p. 55.; G.-A. Kieffer, « Armé ivoirienne : le refus du déclassement », *Politique africaine*, n° 78, 2000, p. 26-44.

7. A. Sylvestre-Treiner et V. Duhem, « Côte d'Ivoire : retour sur une étrange mutinerie », *Jeune Afrique*, 26 mai 2017; « Côte d'Ivoire : l'impossible unification? », TV5 Monde, 15 mai 2017.

8. OCDE, *Manuel de l'OCDE-CAD sur les réformes des systèmes de sécurité. Soutenir la sécurité et la justice*, Paris, OCDE, 2008; Pnud, *Justice and Security Sector Reform: BCP's Programmatic Approach*, New York, Pnud, 2002; Secretary-General, « Securing Peace and Development: The Role of the United Nations

en donnerait une lecture partielle et parcellaire. Ces chocs en retour au sein de l'armée et les moments de paix négociée avec l'implication d'acteurs à la fois formels et informels peuvent être analysés comme les effets d'une production locale de la transition sécuritaire ivoirienne. Plusieurs travaux proposent d'ailleurs des cadres de réflexion⁹ qui saisissent de l'intérieur les dynamiques plurielles du champ sécuritaire ivoirien en reconstruction, ses enjeux politiques et économiques multiformes et les différentes temporalités qui le traversent et le gouvernent. Ces études sur la Côte d'Ivoire s'inscrivent dans la lignée de réflexions sociologiques¹⁰ sur les politiques DDR adoptant une posture critique par rapport à la doctrine dite conventionnelle. Portée par les institutions internationales, la doctrine conventionnelle, ou approche *top down*, est considérée comme normative en raison de la démarche instrumentale adoptée pour expliquer « ses objectifs officiels et ses résultats probants¹¹ ». En outre, elle ne rend pas effectivement compte des dynamiques sociales et politiques à l'œuvre lors de l'élaboration des politiques DDR¹².

Dans ce débat, nous proposons à notre tour une réinterprétation sociologique de la reconstruction sécuritaire post-conflit en nous appuyant sur l'étude des mutineries de 2017, notre argument principal étant que cette politique de reconstruction sécuritaire se fait par le biais d'une fabrique « bric-à-brac », qu'il convient de replacer dans le contexte historique du conflit armé et des initiatives de restructuration de l'armée depuis l'éclatement de la rébellion en 2002. Nous suggérons d'employer le terme de fabrique « bric-à-brac » car on peut selon nous constater qu'il y a une dispersion et une hétérogénéité des acteurs impliqués, des arrangements socio-politiques et économiques, des rapports de force individuels et collectifs, d'allers-retours entre le formel et l'informel, et une succession de situations imprévisibles au cœur de cette reconstruction sécuritaire sous le régime Ouattara. Nos observations nous montrent également que la transition sécuritaire définie par l'approche libérale¹³ comme un pilier de la consolidation de la paix à travers la mise en place de mécanismes DDR et RSS n'est pas ici

in Supporting Security Sector Reform», S/2008/39, New York, ONU, 23 janvier 2008; K. Agokla, N. Bagayoko et B. N'Diaye (dir.), *La réforme des systèmes de sécurité et de justice en Afrique francophone*, Paris, OIF, 2010.

9. C. Popineau, « De rebelle à fonctionnaire. Capital social, mobilisations et reconversions post-conflit dans les régies financières de Côte d'Ivoire », *Gouvernement et action publique*, vol. 8, n° 4, 2019, p. 119-143; L. Montaz et K. Diallo, « Des "démobilisés" en quête de reconnaissance : le renouveau du combat politique des ex-combattants ivoiriens », *Critique internationale*, n° 91, 2021, p. 89-110; G. Piccolino, « Rhétoriques de la cohésion sociale et paradoxe de la "paix par le bas" en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, n° 148, 2017, p. 49-68.

10. N. Duclos, *Spoilers ou intermédiaires de la paix ? Les ex-combattants de l'UÇK au cœur de l'action internationale post-conflit et de la formation du nouvel État du Kosovo*, Dossier pour l'habilitation à diriger des recherches, Paris, Institut d'études politiques, 2015, p. 15.

11. *Ibid.*

12. *Ibid.*

13. C.-P. David, *La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, p. 120.

linéaire car elle semble enchâssée dans des logiques sociales et politiques¹⁴ qui en font un champ de luttes d'intérêts ayant pour enjeu la (re)monopolisation de la violence physique légitime¹⁵ d'après-guerre dans ce pays. Sur le plan théorique, notre analyse s'appuie sur la sociologie de l'action publique en contextes africains développée par Darbon et Provini¹⁶. Les auteurs rappellent à juste titre l'importance des concepts de « réappropriation¹⁷ », de « bricolage¹⁸ » et d'« hybridation¹⁹ » dans la fabrique de l'action publique en Afrique. Concepts qui, selon nous, permettent d'appréhender le mieux possible cette politique de restructuration de l'appareil sécuritaire en Côte d'Ivoire, à la fois centralisée, décentralisée et fragmentée.

Ce travail s'appuie sur des observations effectuées par l'auteur durant les mutineries de 2017 dans la ville de Bouaké, sur des entretiens semi-directifs menés en 2018 avec des ex-combattants démobilisés, des responsables de partis politiques, des leaders religieux, des chefs traditionnels, des acteurs de la société civile et des habitants dans les villes de Bouaké, de Korhogo, de Man et d'Abidjan²⁰. Certains écrits de la presse locale et internationale sur ces mobilisations armées nous ont également servis de sources primaires. Nous défendons l'hypothèse que cette fabrique « bric-à-brac » du processus DDR et RSS a été pensée par le pouvoir Ouattara afin d'assurer le retour d'un État fort et libéral, retour qui s'est fait en s'adaptant au contexte volatile de l'après-guerre, en négociant et en rusant au besoin avec les acteurs armés afin de maîtriser le jeu de reconstruction sécuritaire. Le régime a pris soin d'élaborer une gestion délicate du processus en tenant compte de la pluralité des intérêts en présence, ce qui lui a permis de forger, à travers des compromis, l'amélioration de l'indice de sécurité, élément essentiel pour accroître le niveau d'investissement économique post-conflit.

Partant de ce postulat, notre analyse se fera en trois temps. Il s'agira tout d'abord d'étudier sur le temps long, depuis le déclenchement de la rébellion en 2002, les dispositifs DDR et RSS afin d'appréhender le contexte historique qui a permis l'émergence de la politique « bric-à-brac » et sa dynamique. La réflexion se concentrera ensuite sur les mutineries de 2017 en les saisissant comme un moment d'épuisement de cette fabrique. Enfin, l'article scrutera la volonté insidieuse de l'ex-rébellion de continuer à exister dans le corps de l'État alors que le pouvoir tâche de mettre en place des stratégies afin de s'en défaire.

14. D. Darbon et O. Provini, « "Penser l'action publique" en contextes africains », *Gouvernement et action publique*, vol. 7, n° 2, 2018, p. 9-29.

15. N. Duclos, « Introduction », in N. Duclos (dir.), *L'adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*, Paris, Karthala, 2010, p. 11.

16. D. Darbon et O. Provini, « "Penser l'action publique"... », art. cité.

17. *Ibid.*, p. 19.

18. *Ibid.*

19. *Ibid.*

20. Les mutineries étaient particulièrement intenses dans les villes où ces 8 400 ex-rebelles intégrés dans l'armée officielle étaient dans des casernes.

DU « TOP DOWN » AU « BRIC-À-BRAC » : TRAJECTOIRE HISTORIQUE DE LA POLITIQUE DDR ET RSS EN CÔTE D'IVOIRE

La politique DDR et RSS est passée par plusieurs étapes en Côte d'Ivoire, suivant le rythme des accords de paix. Le pays a fait l'expérience de plusieurs *rounds* de négociation sur la mise en place d'un processus de désarmement, démobilisation et réintégration consensuel durant tout le temps de la crise. Nous repérons deux moments clés dans l'analyse de cette trajectoire historique. De 2002 à 2010, les approches DDR et RSS étaient calquées sur les standards internationaux onusiens²¹. Elle est qualifiée de « *top down* » en raison de sa conception normative et directive. Cette méthode, qui n'a pu empêcher la reprise d'une guerre ouverte en 2010-2011, a été abandonnée en 2012 par le pouvoir Ouattara au profit d'un dispositif hybride²² produit localement, et reposant d'une part sur le contrôle effectif de l'État et d'autre part sur des arrangements politico-militaires et sociaux.

Le moment « top down »

Après l'éclatement de la rébellion des Forces nouvelles en septembre 2002, la Côte d'Ivoire s'efforçait de relever l'épineux défi qui consistait à assurer en même temps le retour de la paix et la reconstruction d'une armée fortement fragilisée par la guerre. En dépit de plusieurs cessez-le-feu signés, la guerre suivait son cours et la division du pays en deux blocs devenait effective : la partie sud était occupée par les Forces gouvernementales, et les zones centre, nord et ouest (60 % du territoire) étaient dirigées par les Forces nouvelles. La question du DDR ne sera abordée qu'au moment de la négociation des accords de Linas-Marcoussis lancée à l'initiative de la France, soutenus par l'ONU et la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Dans l'accord, il était clairement mentionné que le programme « Désarmement Démobilisation Rapatriement, Réinstallation et Réinsertion » (DDRRR) devrait être mené par le gouvernement de réconciliation avec « l'appui des partenaires de développement internationaux²³ ». Une approche « *top down*²⁴ » était ainsi clairement affichée.

En 2004, mis sous la houlette de l'Organisation des Nations Unies en Côte d'Ivoire (Onuci), le processus n'a cependant pu avancer. Bien au contraire, la méfiance entre les belligérants s'accroissait et ouvrait un autre cycle d'affrontements armés directs. En novembre 2004, l'opération Dignité était lancée par

21. M. Chelphi-den Hamer, « Les tribulations du dispositif Désarmement... », art. cité, p. 201.

22. N. Bagayoko-Penone, E. Hutchful et R. Luckman, « Hybridité et gouvernance de la sécurité en Afrique. Entretien », *Afrique contemporaine*, n° 260, 2016, p. 93-109.

23. J du Bois de Gaudusson, « L'accord de Marcoussis, entre droit et politique », *Afrique contemporaine*, n° 206, 2003, p. 55.

24. M. Chelphi-den Hamer, « Les tribulations du dispositif Désarmement... », art. cité, p. 201.

les forces loyales à Gbagbo contre les positions des Forces nouvelles et de nombreuses milices pro-gouvernementales se manifestaient dans l'Ouest du pays à travers plusieurs attaques. De 2004 à 2007, les tentatives de relance du programme DDR lors des différentes négociations de paix (accords d'Accra 1, 2 et 3 et de Pretoria 1 et 2) ont rapidement été freinées par des épisodes de tensions entre le régime de Laurent Gbagbo et la rébellion, qui continuait d'ailleurs de mettre en place une structuration politico-administrative des zones sous son emprise²⁵. Finalement, le processus en est resté au stade du discours international DDR²⁶ sans qu'il ne fasse l'objet d'une appropriation locale par les différents acteurs armés.

À partir de 2007, l'accord politique de Ouagadougou (APO) lui donnera un nouveau souffle. Cet accord, qui vit le chef des Forces nouvelles, Guillaume Soro, devenir le Premier ministre de Laurent Gbagbo, va alors jeter les bases d'une nouvelle initiative DDR. Elle s'est déroulée dans un contexte de coexistence pacifique entre les forces belligérantes, lisible à travers quelques cérémonies symboliques et activités de désarmement : organisation de la flamme de la paix en juillet 2007 à Bouaké en présence de Laurent Gbagbo et de certains chefs d'État de la sous-région, défilé commun des Forces nouvelles et des Forces gouvernementales dans les villes-frontières de Tiebissou, sous contrôle du pouvoir, et de Djebonoua, détenue par la rébellion, en décembre 2007, amorce du recensement des premiers ex-combattants FN connus sous le matricule 39 et tentatives de désarmement de milices armées du régime²⁷. Ce processus DDR était piloté par le Centre de commandement intégré (CCI), chargé de la partie « désarmement et démobilisation », et par le Programme national de réinsertion et de réhabilitation communautaires (PNRRC) des ex-combattants, pour la partie « réinsertion ».

S'il est vrai que ce énième processus DDR (2007-2009) donnait l'impression qu'une production de normes locales était à l'œuvre, et donc qu'une transition sécuritaire était assumée par les belligérants, comme l'attestent certaines analyses²⁸, il est également juste d'indiquer qu'il demeurait fortement sous influence des standards internationaux et des partenaires pour le développement. Pour preuve, la mission de l'Onuci avait été renforcée, tant au niveau de la surveillance du processus de paix que de l'organisation sur le plan opérationnel des élections présidentielles de 2010. En conséquence, ce modèle *top down*, qui n'était pas inscrit dans le cadre d'une réforme transformatrice du secteur de la

25. C. Popineau, « Mimer l'État : la (re)production de l'autorité légitime chez les Forces nouvelles de Côte d'Ivoire (2002-2011) », in J. Grajales et R. Le Cour Grandmaison (dir.), *L'État malgré tout. Produire l'autorité dans la violence*, Paris, Karthala, 2019, p. 245-270.

26. M. Berdal et D. H. Ucko (dir.), *Reintegrating Armed Groups after Conflict: Politics, Violence and Transition*, Londres/New York, Routledge, 2009, p. 1-2.

27. M. Chelipi-den Hamer, « Les tribulations du dispositif Désarmement... », art. cité, p. 208.

28. *Ibid.*

sécurité à un moment où la crise profonde de l'État ivoirien n'était pas résorbée, a finalement volé en éclat quand le conflit armé post-électoral de 2010-2011 a débuté. Le DDR repartait ainsi de zéro.

La méthode « bric-à-brac »

Les échecs du DDR et les différents épisodes de violence armée ont contribué à fragiliser l'économie et à accroître le taux de pauvreté, passant de 38,4 % à 48,9 % entre 2002 et 2008²⁹, situation à laquelle était très sensible le pouvoir Ouattara qui a fait de la relance économique une des grandes priorités du retour de l'État. Il va alors construire une transition sécuritaire à partir d'un tableau de bord visant trois objectifs principaux : projeter un État libéral et fort avec une gestion autonome et locale du processus DDR et RSS, s'appuyer sur des répertoires sociaux et politiques pour apaiser la colère des rebelles et, enfin, réduire progressivement le pouvoir des com'zones.

Projeter un État fort et libéral

Le régime a fait de la relance économique la pièce maîtresse du fonctionnement économique, politique, social et sécuritaire de l'État, mettant ainsi en avant une vision « dépolitisante³⁰ » de sortie de crise, assumée au sommet de l'État et qui place le processus DDR et RSS au cœur de la stratégie économique du pouvoir.

À l'instar du programme présidentiel d'urgence (PPU)³¹, qui gérait les problèmes sociaux (eau, électricité, éducation) d'après-guerre, et du programme national de développement (PND), qui est la matrice d'action du projet d'émergence économique, le Conseil national de sécurité (CNS) a été créé en 2012³² afin de résoudre les questions sécuritaires. Il s'est vu confier la mission de diriger le processus DDR et RSS. Le CNS est placé sous l'autorité directe du président de la République. En outre, le travail du CNS s'est fait en retenant deux orientations majeures : le leadership du pouvoir sur la question DDR,

29. FMI, *Côte d'Ivoire : stratégie de réduction de la pauvreté. Rapport d'étape au titre de l'année 2009*, Rapport du FMI n° 09/156, Washington D. C., FMI, 2009.

30. F. Akindès, « Introduction au thème. "On ne mange pas les ponts et le goudron" : les sentiers sinueux d'une sortie de crise en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, n° 148, 2017, p. 9. L'idée d'une vision « dépolitisante » évoquée par Francis Akindès repose essentiellement sur la croyance dans le fait qu'une croissance économique rayonnante serait la solution aux problèmes sociaux, politiques et économiques de la société ivoirienne. En clair, l'économie occupe la place centrale de la gouvernance Ouattara, qui relègue ainsi au second plan les questions politiques comme l'indique l'auteur.

31. O. Zina, « L'autonomie dans la transition humanitaire ivoirienne », in T. Fouquet et V. Troit (dir.), *Transition humanitaire en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 2017, p. 45-59.

32. Voir Décret n°2012-786 du 8 août 2012.

ce qui constitue une rupture par rapport aux anciennes formules DDR, et la RSS sous-tendue par l'approche de la sécurité humaine³³.

En effet, en prenant les rênes du pouvoir dans un contexte où l'économie a été déstructurée par le conflit armé, Alassane Ouattara va opérer une rupture radicale par rapport à la manière dont le DDR était conçu avant lui. Il est passé d'une logique de DDR négociée à un DDR de type centralisé, en affirmant son autorité sur tout le déroulement du processus, à la fois aux niveaux financier, administratif et opérationnel. Le processus est confié à l'Autorité pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration (ADDR). En outre, l'État a financé le DDR à hauteur de près de 70 %³⁴, ce qui a permis au président d'avoir les mains libres dans sa stratégie de gestion du processus et de dissiper les hésitations de la communauté internationale sur un éventuel apport financier, compte tenu des échecs des DDR précédents qui avaient mobilisé beaucoup de moyens³⁵. Au final, entre 2012 et 2015, l'ADDR serait parvenu à réintégrer 52 000 ex-combattants sur un effectif de 74 000 et à identifier 18 000 ex-combattants irréguliers ou non encore intégrés³⁶.

Concernant le volet RSS, il a été conçu en ayant pour point de mire les objectifs du PND, qui fait de la sécurité le premier axe stratégique de la politique de relance économique post-guerre : « Les populations vivent en harmonie dans une société sécurisée dans laquelle la bonne gouvernance est assurée³⁷. » Les normes de sécurité humaine et de genre³⁸ définies par le PND sont d'ailleurs reprises à dessein par la stratégie nationale de la RSS³⁹, l'objectif étant de présenter une réforme sécuritaire novatrice qui soit en adéquation avec les discours internationaux en la matière et qui rassure les investisseurs étrangers.

D'un point de vue pratique, la réforme a été dirigée par le secrétariat du CNS. Ce secrétariat a eu pour mission de développer les stratégies nationales de la RSS en Côte d'Ivoire, qui ont été au nombre de deux. La première stratégie a été définie en 2012 et consistait à poser les bases d'une armée moderne (formation, équipement, armée et sécurité humaine, armée et genre), la seconde est intervenue en 2015 et a porté essentiellement sur la mise en place d'une loi de programmation militaire en 2016. Cette loi avait pour objectif principal la réduction des effectifs

33. A. Leboeuf, « La réforme du secteur de sécurité à l'ivoirienne », *Les études Ifri*, mars 2016, p. 7. La sécurité humaine utilisée comme doctrine d'orientation de la RSS en Côte d'Ivoire répond à la volonté du pouvoir de s'approprier ce mécanisme international en y apportant sa touche personnelle. Notons que l'approche de la sécurité humaine cadre bien avec la doctrine « armée-nation » adoptée par l'État ivoirien pour orienter la réforme de son appareil sécuritaire.

34. Entretien avec un responsable de suivi de l'ADDR, Abidjan, juin 2018.

35. M. Miran-Guyon, « Les forces armées de Côte d'Ivoire... », art. cité, p. 291.

36. *Ibid.*, p. 300.

37. République de Côte d'Ivoire, *Plan national de développement 2012-2015. Tome III. Vision du développement et orientations stratégiques*, Abidjan, Ministère du Plan et du développement, 2012.

38. B. Samuel, « Les anciennes et nouvelles figures de la planification », Appel à contributions, *Politique africaine*, 2016, <<http://polaf.hypotheses.org/1480>>.

39. A. Leboeuf, « La réforme du secteur de sécurité... », art. cité, p. 14.

de l'armée, considérés comme pléthoriques, et qui n'étaient plus en adéquation avec les besoins en termes de formation et avec une montée en grade régulière des militaires. La loi prévoyait ainsi le départ volontaire des soldats contre le versement d'une somme de 15 millions de francs CFA (environ 22 900 euros). Ces différentes initiatives donnent une image très attrayante de la RSS ivoirienne, ce qui rassure les acteurs internationaux sur la volonté du pouvoir de forger une nouvelle armée républicaine⁴⁰. Mais il s'agissait jusque-là de présenter la partie visible de l'iceberg, car, au-delà de ce tableau flatteur, le pouvoir continuait de gérer les humeurs d'ex-rebelles intégrés dans l'armée à travers des arrangements sociaux et politiques.

Mobiliser des répertoires d'action sociaux et politiques afin d'apaiser la colère rebelle

Pour faire face aux remous au sein de l'armée en dépit des réformes engagées pour la transformer en temps de paix, le pouvoir va régulièrement s'appuyer sur des ressorts sociaux et politiques⁴¹ visant à apaiser les troupes. La figure paternaliste du chef suprême des armées, l'identité nordiste et le recours aux chefs traditionnels et religieux ont été des solutions préconisées par le pouvoir pour calmer la grogne des casernes observée dans le pays depuis 2014.

En effet, au sein des troupes, notamment des ex-FN qui ont rejoint l'armée, la figure de Ouattara est régulièrement apparentée à celle du « père » dont l'honneur a été rétabli par ses « fils », qui ont non seulement mené le combat contre l'ivoirité⁴², mais aussi restauré la légitimité de son pouvoir après les élections de 2010. Dans le contexte des mutineries, les moments de négociation entre le pouvoir et les soldats sont des occasions de réaffirmer l'autorité du président, sa responsabilité et son rôle de protecteur⁴³ à travers la projection de l'image du « dirigeant-père ». Par exemple, les cérémonies de pardon organisées par les soldats⁴⁴ ou mises en scène par le pouvoir⁴⁵ après un soulèvement armé ont pour but de consolider cette figure paternaliste du chef de l'État, chef suprême des armées.

40. A. Augé, « Les réformes du secteur de la sécurité et de la défense en Afrique subsaharienne : vers une institutionnalisation de la gouvernance du secteur sécuritaire », *Afrique contemporaine*, n° 218, 2006, p. 61.

41. C. Tilly, « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième siècle*, n° 4, 1984, p. 89-108. Voir également M. Offerlé, « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIII^e-XXI^e siècles) », *Politix*, n° 81, 2008, p. 181-202.

42. F. Akindès, *Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire*, Dakar, Codesria, 2004.

43. L. M. de Bellaing, *L'État et son autorité. L'idéologie paternaliste*, Paris, L'Harmattan, 2005.

44. C. Kazony, « Bouaké : les ex-mutins demandent pardon aux populations » [en ligne], *Fratmatinfo.fr*, 2017, <<https://www.fratmat.info/article/74258/60/bouake-les-ex-mutins-demandent-pardon-aux-populations>>, consulté le 11 février 2023.

45. Le 12 mai 2017, la Radiotélévision ivoirienne (RTI) a diffusé une cérémonie de demande de pardon des mutins au Président Ouattara. Cette cérémonie n'a pourtant pas empêché une dernière vague de mutineries durant le même mois de mai.

En ce qui concerne l'identité nordiste, elle est régulièrement mobilisée, les ex-rebelles étant pour la plupart issus du Nord de la Côte d'Ivoire. Leur engagement idéologique dans la guerre en 2002 fut lié à la lutte contre l'ivoirité et l'exclusion⁴⁶. La langue et la mémoire de la guerre sont généralement utilisées pour ramener les soldats à la raison en cas de dérapage⁴⁷. Politiquement, ces répertoires culturels⁴⁸ sont également employés afin de rappeler aux ex-combattants FN leur appartenance au Rassemblement des républicains (RDR) d'Alassane Ouattara et, pour cette raison, l'impérieuse nécessité de protéger le régime malgré des positionnements différents au sein de l'armée et du parti⁴⁹.

Enfin, s'agissant de la mobilisation des chefs traditionnels et des leaders religieux, il convient de préciser que le pouvoir a su créer des liens avec ces acteurs déterminants du jeu politique en Côte d'Ivoire. En 2014, en mettant sur pied la Chambre des rois et des chefs traditionnels, le régime a su s'attirer la sympathie des chefs traditionnels en leur octroyant un statut dans le cadre de leur mission de gardien de la morale et de la paix sociale⁵⁰. Les acteurs religieux musulmans et chrétiens entretiennent également de bonnes relations avec Alassane Ouattara, qui se présente comme un musulman ouvert sur les autres religions⁵¹. En retour, ils sont sollicités par le pouvoir pour leurs bons offices en cas de crise sociale⁵².

Réduire le pouvoir des com'zones

L'influence des ex-commandants de zone sur le système sécuritaire ivoirien depuis la fin de la crise post-électorale est indéniable⁵³. Bombardés à des responsabilités stratégiques par le pouvoir après la chute de Laurent Gbagbo, ces

46. Entretiens avec des ex-combattants démobilisés, Bouaké, janvier-février 2018, Korhogo, mars 2018. Voir également M. Fofana, « Les jeunes dans la rébellion du nord de la Côte d'Ivoire : les raisons de la mobilisation », *Africa Focus*, vol. 24, n° 1, 2011, p. 51-70.

47. Entretiens avec des ex-combattants et des leaders religieux, Bouaké, janvier-mars 2018 ; entretiens avec des ex-combattants, Korhogo, mars 2018, Man, août 2018. Voir également cette vidéo de l'ancien « Com'zone » Ouattara Issiaka dit Wattao, commandant de la garde républicaine jusqu'en février 2019, tentant de raisonner ses troupes au moment de mutineries, « Wattao. Message très très sérieux (suite) », <<https://www.youtube.com/watch?v=FZ8R84gnmAk>>, consulté le 11 février 2023.

48. J.-F. Bayart, « Le "capital social" de l'État malfaiteur... », art. cité, p. 58.

49. Entretiens avec des ex-combattants et des habitants de la ville de Bouaké, Bouaké, janvier-mars 2018.

50. O. Zina, « "Le caillou a-t-il été retiré du soulier de la République ?" Réconciliation nationale et réformes constitutionnelles en Côte d'Ivoire », *Afrique contemporaine*, n° 263-264, 2017, p. 36.

51. L'épouse du Président Ouattara, Dominique Ouattara, est chrétienne et entretient de bonnes relations avec l'Église catholique.

52. Entretiens avec des religieux chrétiens et musulmans, Bouaké, janvier-février 2018 ; entretiens avec des chefs traditionnels, Korhogo, mars 2018, Man, août 2018.

53. Les différents interlocuteurs que nous avons rencontrés lors des entretiens que nous avons effectués dans les villes qui ont connu des mutineries (Bouaké, Korhogo, Man et Abidjan) confirment tous le pouvoir qu'exercent actuellement les com'zones sur l'appareil sécuritaire de la Côte d'Ivoire. Voir également A. Lebœuf, « Com'zones et armée en Côte d'Ivoire », *Afrique contemporaine*, n° 263-264, 2017, p. 258-262.

anciens chefs de guerre de la rébellion s'avèrent être des couteaux à double tranchant. Fidèles à Alassane Ouattara et ayant mené la lutte armée « en son nom » en parvenant, avec l'aide de l'armée française, à renverser l'ancien régime, ils restent une catégorie militaire atypique, à la lisière de l'armée formelle et rebelle. Surfant sur leurs habitudes rebelles et proches de leurs « petits » intégrés dans l'armée ou démobilisés, ils entretiennent, au travers de réseaux informels, le mythe du « puissant combattant ». Comme il est difficile de couper les ponts avec ces acteurs qui lui ont permis d'accéder au pouvoir⁵⁴, Ouattara tente de les canaliser subtilement. Tout en comptant sur eux pour sécuriser le régime, notamment durant le temps du DDR⁵⁵, le pouvoir tente de les canaliser, notamment en les faisant passer par le moule des formations, des responsabilités administratives et militaires. Cependant, dans ce jeu de contrôle, les com'zones ne sont pas facilement malléables, comme l'atteste leur évolution après la guerre.

En effet, après avoir gagné la guerre face aux Forces de défense et de sécurité (FDS) de Gbagbo, les com'zones vont se déployer comme une toile d'araignée, prenant rapidement possession de la ville d'Abidjan et procédant à son morcellement dans l'optique de faire revivre l'économie de guerre⁵⁶. La capitale économique de la Côte d'Ivoire sera durant près de six mois à la merci de ces chefs de guerre, qui vont y instaurer un système de prédation à grande échelle (rackets, barrages, saisies de véhicules, occupation d'espaces privés, sécurité privée, etc.⁵⁷). Pendant ce temps, le pouvoir tentait de s'organiser sur le plan politique, économique et diplomatique. Guillaume Soro, ancien secrétaire général des Forces nouvelles, était ministre de la Défense d'Alassane Ouattara, et Soumaila Bakayoko, ancien chef d'état-major des Forces nouvelles, était le nouveau chef d'état-major des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI). Les conditions étaient donc réunies pour renforcer la légitimité des com'zones dans l'après-guerre. Au second semestre de 2011, Alassane Ouattara va procéder à leur recyclage progressif en les faisant monter en grade et en les nommant à des hauts postes de responsabilité militaire. Par exemple, parmi les com'zones les plus influents, Ouattara Issiaka dit « Wattao » fut nommé commandant en second de la Garde républicaine et Chérif Ousmane commandant en second du Groupement de sécurité présidentielle (GSPR). Les autres furent également nommés et dispersés au sein de l'administration militaire.

Mais alors qu'on pensait que ces nominations avaient pour but de les maîtriser, les com'zones parviendront à réémerger à la faveur du processus DDR. Toujours influents auprès de leurs « éléments » engagés dans le DDR, ils vont se constituer en une sorte d'interface entre l'ADDR et les ex-combattants. Ce sont d'ailleurs eux qui ont établi les premières listes des combattants devant être démobilisés⁵⁸.

54. A. Leboeuf, « La réforme du secteur de sécurité... », art. cité, p. 32.

55. M. Miran-Guyon, « Les forces armées de Côte d'Ivoire... », art. cité, p. 285.

56. *Ibid.*, p. 288.

57. B. Mieu, « Côte d'Ivoire : les Comzones, maîtres d'Abidjan », *Jeune Afrique*, 22 juillet 2011.

58. M. Miran-Guyon, « Les forces armées de Côte d'Ivoire... », art. cité, p. 292.

Ils ont usé de ce pouvoir pour écarter certains, intégrer d'autres dans le processus. Si leur implication dans le DDR a permis à l'ADDR de canaliser et de maîtriser les démobilisés sous leur autorité, il reste que cette situation a encore renforcé le pouvoir des com'zones dans la reconstruction de l'appareil sécuritaire, ce qui explique d'ailleurs pourquoi certains ex-combattants, qualifiés d'« irréductibles⁵⁹ » par l'ADDR, refusaient d'aller au terme du processus, en se fiant aux promesses d'intégration dans l'armée faites par les anciens chefs de guerre.

Dans la suite du plan de recyclage du pouvoir, ils seront pour la majorité envoyés en formation militaire, notamment au Maroc. Mais c'est le cas Wattao qui a fait la une de l'actualité et a constitué un signal fort démontrant la volonté du gouvernement de régler le phénomène com'zone. En effet, pour sanctionner un comportement considéré comme trop « bling bling⁶⁰ » et son manque de réserve pour un militaire de son rang, il a été démis de ses fonctions de chef des opérations du Centre de commandement des décisions opérationnelles (CCDO), qu'il cumulait avec celles de commandant en second de la Garde républicaine. Il a ensuite été envoyé en formation au Maroc. À l'instar des autres, à son retour du Maroc en juin 2015, Wattao s'est fait plus discret dans le commandement de la garde républicaine. Mais les mutineries de janvier et mai 2017 vont permettre aux com'zones de revenir sur le devant de la scène. En effet, le pouvoir a tenté de s'appuyer sur les liens entre les mutins et leurs anciens chefs pour désamorcer les revendications des militaires. D'ailleurs, pour son implication effective dans la recherche de solutions à la mutinerie de janvier 2017, Wattao a été promu au grade de commandant en chef de la Garde républicaine⁶¹.

En clair, cette manière de procéder a permis au pouvoir de déclasser subtilement les com'zones et d'obtenir des avancées substantielles dans le processus de professionnalisation de l'armée ivoirienne telle que prévue dans la loi de programmation militaire de 2016. Mais le régime n'a pas rompu brutalement les liens car ces anciens chefs de guerre continuent d'avoir de l'influence au sein de l'appareil sécuritaire. Leur pouvoir ne s'atténuera qu'au fil de la pacification prolongée et solide du pays, dans la mesure où les crises de l'armée sont des occasions pour eux de refaire surface et de se repositionner comme des acteurs incontournables du jeu politico-militaire.

Au final, on peut noter que le régime a su manœuvrer habilement le processus DDR et RSS. Il a opté pour une gestion flexible de sa politique de reconstruction sécuritaire en arbitrant délicatement entre les intérêts en présence sans toutefois en perdre le contrôle. Cela a contribué à une nette amélioration de l'indice de sécurité et le pays a affiché de manière continue une croissance économique de 8 % entre 2012 et 2016. Cependant, cette politique va montrer ses limites

59. *Ibid.*, p. 299.

60. AFP, « Côte d'Ivoire : retour sur la chute de Wattao, le plus "bling-bling" des ex-com-zones », *Jeune Afrique*, 3 août 2014.

61. A. Lebœuf, « Com'zones et armée en Côte d'Ivoire », art. cité, p. 260.

durant les mutineries de 2017 des 8 400 ex-rebelles, expression d'une forme d'exaspération face aux promesses du pouvoir.

LES MUTINERIES DE 2017 : ÉPUISEMENT DE LA POLITIQUE « BRIC-À-BRAC » ?

L'observation des mutineries de 2017 nous a permis de constater que le système sécuritaire ivoirien était un « dispositif fragile⁶² » et qui allait continuer jusqu'en 2018 à présenter des signes de grandes fébrilités. La maîtrise d'une armée, fortement déstructurée au sortir de la guerre et rapidement recomposée pour répondre aux besoins de la reconstruction de l'État ivoirien, va présenter ses limites avec le soulèvement des mutins et des « démos ». Ces mobilisations armées « par le bas⁶³ », pouvant être appréhendées comme des moyens d'accéder aux ressources dans un contexte de redynamisation de la croissance économique, fragilisent la méthode « bric-à-brac ».

« La part du gâteau » des 8 400 ex-rebelles

Lorsqu'éclatèrent des mutineries en Côte d'Ivoire en 2014 et à deux reprises en 2017, plusieurs analyses ont estimé qu'elles étaient la conséquence d'un processus DDR encore inachevé et d'un piétinement de la réforme du secteur de la sécurité⁶⁴, d'autant plus que ces soulèvements militaires ont été essentiellement le fait des 8 400 soldats ex-FN intégrés dans l'armée. Par rapport aux autres mutineries qui ont eu lieu dans le pays depuis le début des années 1990 et qui portaient sur des revendications corporatistes⁶⁵, celles qui ont lieu depuis 2014 ont une forte connotation économique⁶⁶. En émergeant dans ce contexte de relance économique du pays avec un taux de croissance de 8 % régulièrement mis en exergue par les pouvoirs publics, ces mutineries apparaissent en effet pour les soldats comme un moyen d'obtenir leur part du gâteau, à l'instar de leurs anciens chefs, les com'zones. Les mobilisations armées de ces ex-rebelles⁶⁷, habitués à s'enrichir

62. M. Miran-Guyon, « Les forces armées de Côte d'Ivoire... », art. cité.

63. J.-F. Bayart, A. Mbembe et C. Toulabor, *Le politique par le bas en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1992.

64. M. Miran-Guyon, « Les forces armées de Côte d'Ivoire... », art. cité, p. 302-304; Chelpi-den Hamer, « Les tribulations du dispositif Désarmement... », art. cité; M. Fofana, *Informalité et hybridité au sein des forces de défense de Côte d'Ivoire. Rapport de recherche*, Montréal, Centre franco-paix en résolution des conflits et missions de paix, UQAM, 2018.

65. G.-A. Kieffer, « Armée ivoirienne... », art. cité; A. Ouattara, « L'armée dans la construction de la nation ivoirienne », in J. B. Ouédraogo et E. Sall (dir.), *Frontières de la citoyenneté et violence politique en Côte d'Ivoire*, Dakar, Codesria, 2008, p. 149-168.

66. R. Schiel, J. Powell et C. Faulkner, « Mutiny in Côte d'Ivoire », *Africa Spectrum*, vol. 52, n° 2, p. 103-115.

67. M. Belaid, « Les mobilisations armées à l'est de la République démocratique du Congo : dynamiques sociales d'une pratique ordinaire », *Critique internationale*, n° 82, 2019, p. 31-49.

sur les théâtres de guerre, constituent en fait une continuation de l'économie de guerre par d'autres moyens⁶⁸. Sur la cause de ces mutineries, elle vient du fait que l'intégration des 8 400 qui était prévue en 2009 n'aura finalement été effective qu'après la crise post-électorale. Ensuite, en 2011, le pouvoir leur avait promis de régler les soldes dus à la suite de ce recrutement exceptionnel, mais il n'a pas respecté cet engagement jusqu'à ce qu'en novembre 2014 les soldats décident de se faire entendre bruyamment dans les villes de Bouaké et de Korhogo. Au cœur des revendications, il y avait des questions liées aux arriérés de salaire, à l'avancement dans le grade, et celles relatives aux baux administratifs.

Afin d'apaiser les tensions et de réacquiescer la confiance des soldats, Alassane Ouattara a reçu leurs représentants au palais présidentiel et a proposé le paiement des arriérés de salaire et des primes par tranches⁶⁹. Le gouvernement versa la première tranche, en promettant de régler les autres tranches dans les mois à venir. En l'absence des versements suivants, les soldats vont alors lancer en janvier 2017 une nouvelle mutinerie sur la base de ces mêmes revendications, cette fois-ci en y ajoutant la « prime ECOMOG » (Economic Community of West African States Cease-fire Monitoring Group, Force armée de la CEDEAO) pour leur participation aux combats durant la crise post-électorale⁷⁰. Les arriérés de salaire et les primes s'élevaient à 12 millions de francs CFA (environ 18 300 euros). Acculé par la détermination des mutins, le gouvernement s'est alors engagé à verser 5 millions de francs CFA (environ 7 600 euros) et a décidé de régler le montant restant avant le mois de mai 2017. À partir du mois d'avril, le gouvernement a tenté de raisonner les mutins en arguant de son incapacité à verser le solde en raison de la chute des cours du cacao, source importante de la croissance en Côte d'Ivoire. Les médiations des leaders religieux ne les feront pas fléchir. En mai 2017, après une mise en scène ratée du pouvoir destinée à faire croire à une présentation d'excuses des mutins au président de la République renonçant à leurs primes, une mutinerie va suivre le lendemain dans les villes de Bouaké, de Korhogo, de Man et d'Abidjan. Pour les soldats en colère, c'était « l'argent ou la mort⁷¹ ». Les com'zones appelés à la rescousse par le gouvernement ont démontré leur incapacité à régler le problème. Coupés de leur base et ayant eu une grande part du gâteau selon les soldats, les chefs de guerre avaient perdu de leur influence. Malgré le désaveu de leurs anciens protégés, cette crise était pour eux une occasion de se repositionner et d'apparaître comme indispensables aux yeux du pouvoir⁷².

68. D. Keen (dir.), « The Economic Functions of Violence in Civil Wars », *Adelphi Series*, vol. 38, n° 320, 1998.

69. F. Akindès et O. Zina, « Côte d'Ivoire : entre reconstruction, calcul politique et recherche d'inclusion », in N. Sylla (dir.), *Développements politiques récents en Afrique de l'Ouest*, Dakar, Les éditions plumes, 2015, p. 243.

70. K. Diallo, « La Cellule 39 en Côte d'Ivoire. Processus d'identification et mobilisation d'un groupe d'ex-combattants », *Afrique contemporaine*, n° 263-264, p. 177-196.

71. A. Sylvestre-Treiner et V. Duhem, « Côte d'Ivoire : retour sur une étrange mutinerie », art. cité.

72. M. Miran-Guyon, « Les forces armées de Côte d'Ivoire... », art. cité, p. 300.

La lutte pour la reconnaissance des « démos »

En payant les 12 millions de francs CFA aux ex-rebelles intégrés, l'État ivoirien a donné l'impression de privilégier une catégorie de soldats au détriment des autres⁷³. Alors que le repositionnement des com'zones au sein du dispositif sécuritaire avec des grades « hors normes » avait déjà déstructuré la hiérarchie militaire, le paiement de ces primes venait non seulement creuser un fossé entre les différents groupes, mais également engendrer de la frustration chez certains ex-combattants démobilisés revendiquant également leur appartenance aux 8 400 ex-FN⁷⁴. Ces derniers, regroupés au sein d'une association dénommée « Cellule 39⁷⁵ », ont tenté à maintes reprises de faire entendre leurs voix au péril de leur vie⁷⁶. Dénonçant la trahison de l'État et des com'zones, qui n'auraient pas tenu les promesses faites lors de l'appel à la démobilisation, ces ex-combattants se considèrent comme des laissés-pour-compte de la transition sécuritaire. Dans leurs propos, le fait qu'il y ait eu selon eux un mauvais « partage de gâteau » revient constamment⁷⁷. Durant cette « guerre des primes⁷⁸ », la Cellule 39 a porté les revendications de l'ensemble des « démos⁷⁹ ». En effet, elle tient son appellation du matricule n° 39 attribué aux premiers ex-combattants démobilisés dans le cadre de l'accord politique de Ouagadougou de 2007, mais ils ont pour la plupart été remobilisés durant l'offensive des Forces nouvelles sur Abidjan en 2011. Et c'est d'ailleurs pour cette raison qu'ils s'estiment lésés par le traitement accordé aux 8 400 ex-rebelles⁸⁰.

En 2014, l'ADDR procéda à leur démobilisation en conservant ce matricule 39 qui figurait sur les anciens fichiers du Programme national de réinsertion et de réhabilitation communautaire (PNRRC). Dans ses revendications, la Cellule 39 exige des pouvoirs publics le paiement de leur « prime Ecomog » s'élevant selon eux à 18 millions de francs CFA (environ 27 400 euros). Ils estiment avoir participé aux combats au même moment et au même titre que les 8 400, et qu'ils devraient également être intégrés dans l'armée et avoir les mêmes grades qu'eux. Ils exigent également de l'État le paiement des primes de démobilisation s'élevant à 800 000 francs CFA à certains de leurs camarades, selon eux encore en attente de ce versement⁸¹. Ils réclament également le « parachèvement des programmes

73. A. Themmér, *Violence in Post-Conflict Societies: Remarginalization, Remobilizers and Relationships*, Londres/New York, Routledge, 2011.

74. Durant nos entretiens dans les villes de Bouaké, de Korhogo, de Man et d'Abidjan, plusieurs ex-combattants démobilisés ont dénoncé ce traitement inégalitaire au sein de l'armée.

75. K. Diallo, « La Cellule 39 en Côte d'Ivoire... », art. cité.

76. « Côte d'Ivoire : les démobilisés de Bouaké à la croisée des chemins », RFI, 25 mai 2017.

77. Entretiens avec des ex-combattants, Bouaké, janvier-février 2018, Korhogo, mars 2018, Man, août 2018 et Abidjan, juin 2018.

78. K. Diallo, « La Cellule 39 en Côte d'Ivoire... », art. cité, p. 179.

79. *Ibid.*

80. Entretien avec un ex-combattant démobilisé, Bouaké, 26 janvier 2018.

81. K. Diallo, « La Cellule 39 en Côte d'Ivoire... », art. cité, p. 179.

d'intégration⁸²» pour certains de leurs camarades. Ils revendiquent leur statut de blessé de guerre et les droits afférents. Enfin, les membres de la Cellule 39 souhaitent que l'État leur reconnaisse le grade de caporal qu'ils avaient durant la rébellion afin de le faire valoir dans le cadre d'un droit à la retraite militaire⁸³.

Ces ex-combattants évoquent constamment leur précarité et considèrent qu'une remobilisation⁸⁴ dans le cadre d'une crise n'est pas à exclure si cela peut leur garantir une vie meilleure. Cela est d'autant plus crédible que, selon les chiffres de l'ADDR, sur les 70 000 ex-combattants recensés, il y en aurait 18 000 qui n'auraient pas encore été démobilisés, et qui « pourraient représenter aujourd'hui encore une capacité de nuisance sur laquelle pourraient s'appuyer des gens mal intentionnés⁸⁵ ». En observant leurs pratiques, il en ressort que ces ex-combattants démobilisés, en se donnant un corps institutionnel⁸⁶ (Cellule 39), créent un espace de dialogue avec les pouvoirs publics, tout en continuant de mobiliser leurs référents rebelles et d'ouvrir des champs de possibilités⁸⁷, en se réservant le droit de recourir à la violence si cela représentait pour eux un moyen d'accéder à des ressources dont on leur refuserait l'accès par ailleurs.

Si l'on fait le bilan, on peut noter que les 8 400 ex-rebelles intégrés dans l'armée ont eu gain de cause. Les fameuses « primes de guerre » ont été entièrement versées. Le fait de recourir à la force avait été un temps envisagé par le pouvoir pour faire reculer les mutins mais elle paraissait risquée et explosive face à une ex-rébellion qui restait encore « collée » à la peau de l'État. Suite à cette crise de confiance, des luttes politiques pour le contrôle de l'État vont émerger entre l'aile politique des ex-Forces nouvelles dirigée par Guillaume Soro et le pouvoir d'Alassane Ouattara.

LUTTES POUR LE CONTRÔLE DE L'ÉTAT

Comme on a pu le constater dans différents pays, le processus DDR affaiblit durablement les capacités d'action d'une rébellion et la transformation de celle-ci en parti politique annonce généralement la continuation de la lutte par le biais de la participation politique⁸⁸. Dans le contexte ivoirien, la rébellion des

82. *Ibid.*

83. *Ibid.*

84. Entretien avec un ex-combattant démobilisé, Bouaké, 26 janvier 2018.

85. M. Miran-Guyon, « Les forces armées de Côte d'Ivoire... », art. cité, p. 301.

86. Mais il convient de préciser que cette forme d'organisation des démobilisés n'est pas récente. Elle s'inscrit dans le temps long du processus DDR dans le pays depuis les accords politiques de Linas-Marcoussis de 2003. Avant la Cellule 39, d'autres associations d'ex-combattants ont existé, mais elles ne sont pas parvenues à jouer un rôle déterminant.

87. J.-F. Bayart, « L'Afropessimisme par le bas. Réponse à Achille Mbembe, Jean Copans et quelques autres », *Politique africaine*, n° 40, 1990, p. 105.

88. M. Berdal et D. H. Ucko (dir.), *Reintegrating Armed Groups...*, op. cit., p. 6-7. Voir également D. Garibay, *Des armes aux urnes, Processus de paix et réinsertion politique des anciennes guérillas en Colombie et au Salvador*, Thèse de doctorat en science politique, Paris, Institut d'études politiques, 2003.

Forces nouvelles ne s'est pas transformée en parti politique. Elle a participé à l'« adieu aux armes⁸⁹ » dans le cadre du DDR, mais tout en conservant une influence stratégique au sein de l'appareil sécuritaire au travers des com'zones. La rébellion a réussi son basculement dans l'après-guerre en restant en vie dans le corps de l'État et veut continuer à y demeurer, voire en prendre possession, comme l'attestent les ambitions présidentielles de Guillaume Soro. En usant de la tactique de l'ambiguïté, les Forces nouvelles ont su « négocier⁹⁰ » avec l'État, le « mimer⁹¹ » durant le conflit armé, et ont acquis un crédit qui leur a permis de l'« intégrer⁹² » après la guerre.

Tactique de l'ambiguïté

En observant « la polyphonie et la rencontre des temporalités⁹³ » dans le cadre du conflit armé, on s'aperçoit que les Forces nouvelles ont en effet fait en sorte de préserver la continuité de l'État dans l'optique d'en être un acteur incontournable. Tout commence en 2006 lorsque la rébellion décida de mieux s'organiser politiquement. En s'appuyant sur son ancrage social, elle élaborait son plan de gouvernance des zones assiégées⁹⁴. À la faveur de l'accord politique de Ouagadougou, les FN participèrent au redéploiement de l'administration officielle dans les zones occupées dites « Zones CNO » (Centre-Nord-Ouest). La reconnaissance de ces zones par l'État central permit à la rébellion de se constituer une légitimité politico-administrative⁹⁵. La construction d'une légitimité militaire découla quant à elle de la crise post-électorale et de la nécessaire transformation des Forces nouvelles en Forces républicaines de Côte d'Ivoire⁹⁶ (FRCI) afin de légitimer la victoire électorale d'Alassane Ouattara face à Laurent Gbagbo. Le conflit post-électoral constituait une réelle opportunité pour les rebelles de continuer à rester dans le corps de l'État⁹⁷. Ce scénario de résolution de la crise par la force a ainsi permis au mouvement armé de négocier son basculement dans l'après-guerre avec Guillaume Soro, qui occupa les postes de Premier ministre et de ministre

89. N. Duclos (dir.), *L'adieu aux armes...*, op. cit.

90. J. Grajales et R. Le Cour Grandmaison (dir.), *L'État malgré tout...*, op. cit., p. 13.

91. *Ibid.*, p. 23.

92. *Ibid.*, p. 17.

93. M. Miran-Guyon, « Côte d'Ivoire, le retour de l'éléphant ? Introduction thématique », *Afrique contemporaine*, n° 263-264, 2017, p. 15-16.

94. A. Arjona, N. Kasfir et Z. Mampily (dir.), *Rebel Governance in Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015.

95. Depuis sa démission de la présidence de l'Assemblée nationale, Guillaume Soro n'hésite pas à évoquer ce passé pour démontrer que, fort de cette expérience, il serait capable de diriger la Côte d'Ivoire.

96. C'est retranché avec son équipe à l'*Hôtel du Golf* à Abidjan qu'Alassane Ouattara prit une ordonnance le 11 mars 2011 portant création des Forces républicaines de Côte d'Ivoire.

97. M. Fofana, « Des Forces nouvelles aux Forces républicaines de Côte d'Ivoire. Comment une rébellion devient républicaine », *Politique africaine*, n° 122, p. 165-166.

de la Défense de décembre 2010 à mars 2012. C'est durant cette période que les Forces nouvelles tentèrent de se fondre dans l'État et d'enclencher effectivement, sous la houlette de leur leader, leur transformation politique dans l'optique de conquérir et d'exercer le pouvoir d'État⁹⁸.

Conscient de l'affaiblissement de ses marges de manœuvre sur le plan militaire, Guillaume Soro a utilisé l'ambiguïté comme capacité d'action tactique afin de repositionner politiquement les ex-Forces nouvelles. Pour Claudio Lomnitz, « le recours à l'ambiguïté dans les jeux de pouvoir entre les acteurs sociaux est tactique, puisqu'il permet à chacun d'affirmer sa propre position au sein d'un système de pouvoir dont il ne possède pas le contrôle. Autrement dit, l'utilisation de l'ambiguïté comme formule tactique dans les luttes pour s'assurer une position lui donne, ainsi qu'à l'interprétation, une légitimité dans l'ordre hégémonique⁹⁹ ». C'est un art politique dans lequel il excelle depuis ses années d'étudiant, quand il dirigeait la Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire (Fesci). « Bogota », comme l'appellent ses partisans, avait cette capacité d'entretenir le flou et d'en émerger pour se dresser face à ses adversaires¹⁰⁰. Il utilisa cette méthode durant la rébellion pour renverser Ibrahima Coulibaly dit « IB » dans la lutte pour le contrôle du mouvement armé. Dans le cadre de la sortie de crise, il devient, contre toute attente, Premier ministre de Laurent Gbagbo, puis parvient à se rapprocher du pouvoir, pour enfin prendre parti pour Alassane Ouattara durant le conflit armé post-électoral. Après la guerre, le leader des ex-Forces nouvelles va utiliser cette tactique de la « dissimulation¹⁰¹ » pour étendre son influence politique jusqu'à ce qu'une crise de confiance avec le pouvoir du fait des mutineries ne fasse échouer cette stratégie.

Crise de confiance

Du côté du pouvoir, les ambitions présidentielles de Guillaume Soro et l'attitude ambiguë des anciens FN étaient considérées comme un affront fait au gouvernement Ouattara et comme un risque pour le projet d'émergence. Ainsi, au sein de l'alliance du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), le parti au pouvoir a fait en sorte de déclasser progressivement le leader de l'ex-rébellion et de restreindre ses chances de succéder à Ouattara.

98. Voir L. Ouattara, « Conclave des Forces nouvelles : Soro dissout son armée et fait corps avec le RDHP », *Le Patriote*, 12 septembre 2011.

99. C. Lomnitz, « Usage politique de l'ambiguïté. Le cas mexicain », *L'Homme*, n° 121, 1992, p. 97-98. L'auteur part de la distinction faite par Michel de Certeau entre stratégie et tactique pour considérer l'ambiguïté comme une tactique. Selon l'auteur, les stratégies sont des décisions de gestion des dominants, par contre, les tactiques sont les décisions des faibles. Voir M. de Certeau, *L'invention du quotidien. 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1980 (rééd. 1990).

100. Entretien avec un ancien membre de la Fesci de l'université de Bouaké, Bouaké, janvier 2017.

101. « Côte d'Ivoire : Guillaume Soro, l'ambigu », *Jeune Afrique*, 27 novembre 2018.

Par exemple, la Constitution de 2016 a fait sauter le « dauphinat constitutionnel » dont il bénéficiait en tant que président de l'Assemblée nationale avec la Constitution de 2000¹⁰² en cas de vacance de pouvoir. La nouvelle loi fondamentale a déclassé le président de l'Assemblée en le positionnant désormais comme quatrième personnalité de l'État dans l'ordre protocolaire, après le vice-président et le Premier ministre. Suite aux mutineries de mai 2017¹⁰³, le pouvoir a décidé de resserrer l'étau autour des ex-Forces nouvelles afin qu'elles clarifient leur projet politique. Finalement, Guillaume Soro est poussé vers la sortie et démissionne de son poste de président de l'Assemblée nationale. Sans perdre de temps, il crée le Comité politique, qui n'est pas un parti politique mais un cadre de réflexion sur la politique en Côte d'Ivoire. Certaines associations FN deviennent quant à elles des partis politiques, c'est notamment le cas du Rassemblement pour la Côte d'Ivoire (Raci) ou de l'Alliance pour le changement (APC). Dans le cadre de cette dynamique, il lance en juillet 2019 son mouvement politique, « Générations et peuples solidaires » (GPS), qu'il considère comme un outil de conquête du pouvoir d'État en Côte d'Ivoire. Guillaume Soro « se rêvait en Macron ivoirien¹⁰⁴ », espérant rassembler au-delà des clivages partisans. Mais sa tentative de retour médiatique à l'aide du GPS, en décembre 2019, au moment de la visite officielle d'Emmanuel Macron en Côte d'Ivoire, a été l'affront de trop pour le pouvoir et a très clairement creusé le fossé entre Alassane Ouattara et l'ancien secrétaire général des Forces nouvelles. L'espoir d'une réconciliation entre les deux hommes s'est envolé lorsque ce dernier, en exil en France, appela l'armée à se mettre à la disposition du Conseil national de transition (CNT), créé à chaud par l'opposition politique afin de faire barrage à la réélection du Président Ouattara lors des élections présidentielles d'octobre 2020¹⁰⁵. Par la suite, ses anciens compagnons du Raci, de l'APC et d'autres fidèles se rapprocheront du pouvoir en dénonçant « la voie sans issue » prise par Guillaume Soro. Cette rupture entre l'ancien chef de la rébellion et le parti au pouvoir est le signe de l'épuisement de la cohabitation entre l'ordre rebelle et l'ordre formel étatique, et montre ainsi les limites de la politique « bric-à-brac ».

102. O. Zina, « "Le caillou a-t-il été retiré du soulier de la République?"... », art. cité, p. 35-36.

103. Les mutineries de mai 2017 sont un tournant décisif dans les rapports entre Alassane Ouattara et Guillaume Soro car le chef de protocole de l'ex-leader des Forces nouvelles a été arrêté et mis sous mandat de dépôt pour complot contre l'autorité de l'État. Il est accusé d'avoir eu une cache d'armes dans sa résidence de Bouaké. Ces armes auraient servi à renforcer les mutins au moment où l'État comptait les contraindre par la force à rentrer dans les casernes. Voir « Côte d'Ivoire : "Soul to Soul" placé sous mandat de dépôt pour complot contre l'autorité de l'État », *Jeune Afrique*, 9 octobre 2017.

104. « Côte d'Ivoire : Guillaume Soro... », art. cité.

105. L'année 2020 a connu un retour des tensions politiques en Côte d'Ivoire, au moment où en août Alassane Ouattara a annoncé sa volonté d'être candidat pour les présidentielles d'octobre, suite au décès brutal du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. Ce dernier était officiellement le candidat désigné par le RHDP. Cette décision a entraîné une crispation du climat socio-politique : l'opposition politique a appelé à la désobéissance civile, et des violences préélectorales et post-électorales ont fait plusieurs morts dans le pays.

En définitive, l'objectif de l'article était de proposer un schéma d'explication qui permette d'appréhender les logiques d'appropriation de la politique DDR et RSS sous le régime Ouattara depuis la fin de la crise post-électorale de 2010-2011. Pour cela, nous nous sommes servis des mutineries de 2017 menées par 8 400 ex-rebelles intégrés dans l'armée comme d'un point d'observation d'une fabrique « bric-à-brac » de la reconstruction sécuritaire post-guerre en Côte d'Ivoire. La fabrique « bric-à-brac » est un ensemble bricolé par le pouvoir et qui repose sur la projection d'un État fort et libéral, sur des ajustements entre le formel et l'informel, sur la gestion tactique de l'imprévisibilité, et sur la mobilisation de ressources politiques, économiques et sociales dans le champ de la négociation entre le régime et l'ex-rébellion des Forces nouvelles. En l'inscrivant dans la lignée des analyses critiques de la doctrine dite conventionnelle de la politique DDR et RSS portée par les institutions internationales et en mobilisant le cadre théorique de la sociologie de l'action publique en contextes africains, notre réflexion a donné à voir une politique DDR et RSS à la fois centralisée et fragmentée, évoluant au rythme des compromis politiques, sociaux et économiques. L'article prend le contre-pied des thèses qui défendent l'idée que la politique DDR et RSS a été un échec en Côte d'Ivoire du fait des soulèvements armés de 2017. Ces thèses sont simplistes car elles se concentrent uniquement sur le bilan du processus. L'approche est dans ce cas évaluative et figée dans la grille séquentielle d'une politique publique. En effet, ces analyses décontextualisent le processus de reconstruction sécuritaire, minimisent l'imbrication des temporalités et ignorent les interactions complexes entre les acteurs impliqués dans la définition de l'ordre post-guerre. Ce qui est appelé « échec » par le sens commun est en réalité révélateur d'un type de gouvernance du DDR et de la RSS sous le régime Ouattara. L'observation sociologique nous a donc amenés à sortir du confort des discours officiels et institutionnels afin de saisir les dynamiques plurielles qui traversent la politique DDR. L'article propose ainsi une relecture « par le bas » des initiatives de reconstruction de l'appareil sécuritaire au cœur du processus de formation de l'État ivoirien ■

Ousmane Zina

Université Alassane Ouattara de Bouaké

Abstract

The Security Transition and the “Bric-à-brac” Production of Post-War Order in Côte d'Ivoire

In 2017, a wave of mutinies shook Côte d'Ivoire, calling into question the country's ability to rebuild a divided army after the post-electoral crisis of 2010 and 2011. These events showed a confrontation of divergent interests and interactions between formal

and informal actors in the Ivorian security apparatus. In our view, this situation reveals a "bric-à-brac" policy of the security sector in Côte d'Ivoire. The article analyses the meanings and limitations of this policy and use the political sociology of public policies in African contexts to discuss our opinion.